



GENÈVE

## Le Magasin du monde de la Jonction fête ses quarante ans

Il y a quarante ans, le Magasin du monde de la Jonction ouvrait ses portes. Première boutique créée par l'Association romande des Magasins du monde à Genève, Au Magas' avait pour objectif premier de tendre vers un partage plus juste des richesses et de rendre équitable toute la chaîne de production et de commercialisation de ses produits. «Les graines de café et les bananes sont aussitôt devenues les premiers produits phare de l'enseigne, qui en vendait déjà sur les marchés de plusieurs villes», explique la responsable du magasin.

Quatre décennies plus tard, le combat reste le même: offrir une alternative commerciale par le biais d'un choix de produits de qualité et équitables tout en sensibilisant aux disparités de notre monde. Aujourd'hui, ce ne sont pas moins de trente-neuf boutiques Magasins du monde qui existent dans toute la Suisse romande et qui perpétuent la chaîne vertueuse du producteur au consommateur. Les produits sont en effet vendus à leur juste prix et proviennent directement de leurs zones de production afin d'éviter les intermédiaires. Ce sont ainsi plus de mille bénévoles qui s'engagent dans toute la Suisse romande afin que les relations entre le Nord et le Sud soient plus équitables et bénéfiques aux deux parties.

Pour fêter cet anniversaire, une soirée en musique, ouverte à tous, est organisée aujourd'hui avec notamment la Fanfare des Crochettes, un concours de danse libre et un débat sur le commerce équitable.

ALAN BERNIGAUD

Vendredi 29 mai, dès 17h30, 7 boulevard Carl-Vogt, Genève.

# Les perdants du casino

NEUCHÂTEL • *Le casino de Neuchâtel enregistre la plus forte progression d'une maison de jeu en Suisse. L'Etat bénéficie de cette manne mais les perdants sont les joueurs accros.*

MOHAMED MUSADAK

Un chiffre d'affaires de 21 350 000 francs en 2014. C'est peu dire que le casino de Neuchâtel, ville de 34 000 habitants seulement, marche fort. Il est d'ailleurs la seule maison de jeu de toute la Suisse à avoir connu une croissance à deux chiffres l'an passé, soit +11% par rapport à 2013. Situé au cœur de la ville, dans le Jardin anglais, à un jet de pierre du lac et de l'université, sa situation exceptionnelle n'explique cependant pas à elle seule sa progression à marche forcée. Tous les jours, des joueurs, dès le matin, parient des sommes dont ils n'ont pas les moyens. Ils souffrent d'une addiction au jeu. Plongée dans milieu où tout n'est pas noir mais où rien n'est jamais vraiment blanc non plus.

«Avec le casino de Neuchâtel, la collaboration est bonne», explique d'emblée Jean-Marie Coste, thérapeute au Drop-In, le centre d'information et de prévention contre les addictions de la ville. Le casino est plutôt vu comme un bon élève par les autorités. Une entente cordiale peut-être motivée par un intérêt commun. Le système est simple: «La Confédération accorde des concessions aux maisons de jeu pour pouvoir gérer légalement des jeux d'argent. En échange, les casinos paient des impôts élevés (plus de 40%) et financent l'AVS: environ 400 millions ont été versés l'année dernière par les casinos», détaille Jean-Félix Savary, secrétaire général du Groupement romand d'étude des addictions.

### «J'ai voulu voir en vrai»

La nécessité d'un lieu bien identifié et légal, ainsi que l'obligation pour les casinos d'investiguer et d'interdire les joueurs qui jouent au-dessus de leurs moyens, finissent de dessiner les contours du dilemme



Tous les jours, dès le matin, des joueurs parient des sommes qu'ils n'ont pas les moyens d'engager. MMK

auquel sont confrontés les acteurs institutionnels du monde de la prévention contre les addictions au jeu. En 2014, le casino de Neuchâtel a versé près de 9 millions de francs d'impôts, dont 3 553 000 au canton, selon les chiffres livrés par le directeur du casino, «ravi de payer des impôts et de contribuer au canton». «L'Etat reste le grand gagnant lorsqu'on construit un casino, les opérateurs viennent ensuite et, enfin, les vrais perdants restent les joueurs», résume Jean-Félix Savary.

Rémy, la quarantaine, fait partie des perdants. En 2013, pendant près d'une année, il a joué au casino de Neuchâtel jusqu'à en perdre pied. Originaire de Bienne, il faisait régulièrement le déplacement, jusqu'à deux fois dans la même journée. Pour lui tout est allé très vite: «J'avais déjà le virus quand j'ai commencé à aller au

casino», soupire-t-il. «Je jouais beaucoup sur internet, plutôt au poker au début et, petit à petit, j'ai appris les autres jeux. Pendant des années, ça m'allait, mais les mises étaient si basses que je n'avais pas l'impression de gagner; j'ai voulu voir en vrai.»

Mal lui en a pris, puisque très vite il joue de grosses sommes, au début du mois, alors que tout son salaire pouvait y passer. «Je n'y allais pas tous les jours, la première semaine du mois environ pour faire une grosse soirée. Si je gagnais, j'y retournais. Il faut quand même le dire, parfois on gagne au casino et même de grosses sommes!» s'exclame-t-il. Il s'endette à hauteur de 20 000 à 30 000 francs. «Ce n'est pas énorme par rapport à d'autres, mais mon épouse a paniqué. Elle a menacé de me quitter et elle est partie chez sa

mère alors qu'elle était enceinte. Ça m'a remis les idées en place». Par peur de perdre son emploi dans le bâtiment, son mariage, et effrayé par la place que le jeu a prise si rapidement dans sa vie, il décide de se faire interdire du casino il y a environ deux ans.

### 170 joueurs bannis

En 2014, près de 170 personnes ont été bannies du casino de Neuchâtel, dont environ 140 de manière volontaire. Depuis son ouverture en novembre 2012, l'établissement a prononcé «environ 580 à 600 interdictions et n'en a levé que 5 ou 6», explique son directeur, Pascal Passarelli, avec franchise.

Pour contrer son addiction, Rémy ne suit aucun traitement, le «problème est quasiment réglé», selon lui. «Je continue sur internet avec de petites sommes et parfois je me lâche à

l'Euromillions, mais ça n'a plus rien à voir avec le casino. Là-bas on se sent grisé, on est félicité quand on gagne. C'est vraiment un endroit sympa, mais trop dangereux pour moi», rigole-t-il. S'il l'avait voulu, il aurait pu décider de commencer une thérapie au Drop-In, car le casino signale et oriente systématiquement les joueurs vers la petite structure.

«Les joueurs au casino ont tendance à voir le problème réglé lorsqu'une interdiction est prononcée. Ils ne sont pas très demandeurs de thérapie. Pourtant, le problème d'addiction, en général, subsiste et la tentation de plonger dans une autre forme de jeu reste importante», regrette Jean-Marie Coste. Le Drop-In suit une vingtaine de personnes de manière active, un chiffre loin des quelque 170 personnes interdites de casino l'année dernière. I

## EN BREF

### CONTES, EXPOSITION ET DÉBATS AUTOUR DES ROMS

GENÈVE Une exposition, des contes tsiganes pour les enfants, des débats sont prévus samedi sur la plaine de Plainpalais, à l'initiative du maire de Genève, Sami Kanaan. Cette manifestation culturelle, qui se déroulera de 16h à 23h, a pour but de combattre les préjugés et les stéréotypes visant la communauté rom. Au programme, donc, des contes (16h-17h) pour enfants racontés par Nouka Maximoff, ainsi que deux conférences-débats, «Les Roms, des Européens indésirables?» (17h-18h30) et «Roms à Genève, pourquoi tant de mépris?» (19h-20h30). Sur la plaine sera également vernie une exposition de photographies d'Eric Roset sur les Yéniches suisses, *Des Roms à Silvias* (18h30). Enfin, la journée se conclura par un concert (21h15) de la fanfare Vagabontu. MOP

Samedi 30 mai de 16h à 23h sur la plaine de Plainpalais, buvette et stand de restauration à disposition.

# «Les mesures d'austérité touchent d'abord les femmes»

FÉMINISME • *A l'occasion du passage à Genève, le week-end dernier, de la Marche mondiale des femmes, nous avons rencontré Emilia Castro, représentante québécoise du mouvement.*

PROPOS RECUEILLIS PAR

SARA KASME

Que cela soit en tant que représentante syndicale ou au sein du comité international de la Marche mondiale des femmes (MMF), Emilia Castro est une femme engagée. La coordination suisse de la MMF a invité le comité à participer aux événements du week-end dernier à Genève (*Le Courrier* du 21 mai). En parallèle, il a pu tenir sa réunion biannuelle. Pour *Le Courrier*, Emilia Castro fait le point sur la situation des femmes au Québec.

### Comment se sont passées les rencontres à Genève?

C'était une belle expérience, les activités étaient bien organisées et variées. Ces trois jours ont permis un véritable échange: des femmes de tous les pays ont pu mieux faire connaître leur situation, mais d'autres ont également parlé de la réalité suisse, dont des femmes migrantes. J'ai ressenti chez ces dernières une détermination à prendre la parole, à dénoncer certains abus. Je pense que cette solida-



Emilia Castro. DR

rité internationale leur a donné de la force. Cela confirme l'importance d'un réseau mondial.

La tendance générale, que cela soit au Nord ou au Sud, est une perte de beaucoup d'acquis. Si les femmes des pays du Nord les perdent, imaginez-vous la situation pour les femmes des pays du Sud! Pour ne donner qu'un exemple, lorsque le Canada a coupé ses subventions à des organismes de coopération internationale,

les répercussions sur des femmes du Sud qui recevaient un appui, entre autres, à travers le Planning familial, ont été immédiates. Tout est relié.

### Le week-end passé, vous avez donné une conférence sur les politiques d'austérité et leurs conséquences pour les femmes?

Oui. Si on prend l'exemple du Québec, c'était l'une des provinces du Canada les plus avancées en termes de protec-

tion sociale. Or, depuis peu, le gouvernement met en place des lois qui s'attaquent à ces droits sociaux.

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a analysé les conséquences de ces mesures d'austérité sur la situation des femmes. Le constat est sans surprise: elles sont les premières touchées.

L'exemple le plus frappant est celui des services de garde pour les enfants. Dans les années 1970-1980, nous avons lutté pour l'installation d'un réseau de service de garde financièrement accessible. Ce dernier a permis une entrée massive des femmes dans le marché du travail. Actuellement, le réseau se fait attaquer car l'Etat privilégie le secteur privé et diminue drastiquement les subventions.

Un autre exemple est la récente réforme des services de santé et sociaux. A la suite des coupes budgétaires, le nombre d'employés a diminué, augmentant fortement la charge de travail. Or, qui travaille dans

ces services? Une majorité de femmes.

### Qu'en est-il de l'équité salariale au Québec?

En 1995, avec la Fédération des femmes du Québec, nous avons entrepris une marche contre la précarité des femmes, appelée «Du pain et des roses». Du pain pour améliorer l'autonomie économique des femmes, et des roses pour la qualité de vie. Parmi les revendications, il y avait la création d'une loi pour l'équité salariale. Nous l'avons obtenue en 1996, lorsque le gouvernement a mis en place une commission pour valider les conditions d'emploi. Or, il vient précisément de défaire cette commission.

On peut souligner que, même lorsque la loi était appliquée, les femmes au Québec gagnaient 73% du salaire des hommes. Principalement parce qu'elles n'ont pas le même accès aux postes à hautes responsabilités. Nous avons encore beaucoup de travail. Mais nous le faisons avec conviction et volonté. Et aussi dans la joie. I